

# L'embellie économique française se confirme

Net rebond de la production industrielle en mars, réduction du déficit commercial... la conjoncture s'améliore

**L**e propos aura du mal à convaincre les ouvriers de Whirlpool à Amiens, menacés de perdre leur emploi, ou les électeurs qui ont voté pour la candidate du Front national le 7 mai. Et pourtant : le nouveau président Emmanuel Macron, qui prendra ses fonctions dimanche 14 mai, trouvera, à son arrivée à l'Élysée, une situation économique plus favorable que son prédécesseur François Hollande cinq ans plus tôt.

Le produit intérieur brut (PIB) devrait ainsi croître de 0,5 % au deuxième trimestre 2017, a estimé la Banque de France, mardi 9 mai. Une prévision conforme à celle de l'Insee, après une progression de 0,3 % sur les trois premiers mois de l'année. De sorte que l'Hexagone devrait retrouver « un rythme [de croissance] comparable à celui de ses voisins, après trois années de croissance plus faible que celle de la zone euro », indiquait l'Insee en mars.

## Contraste avec 2012

La précision de la Banque de France s'appuie notamment sur la bonne performance du secteur industriel. « En avril, la production industrielle [a] accéléré. Les livraisons ainsi que les commandes sont plus dynamiques. (...) Selon les chefs d'entreprise, la production

**Le taux de chômage devrait encore atteindre 9,5 % en métropole, mi-2017**

continuerait de croître en mai », a précisé l'institution monétaire, sur la base des réponses à ses enquêtes d'opinion. De son côté, l'Insee a fait état, mercredi 10 mai, d'un net rebond de la production industrielle en mars : elle a augmenté de 2 % alors qu'elle avait reculé de 1,7 % le mois précédent.

Par ailleurs, le déficit commercial, talon d'Achille de l'économie hexagonale, s'est réduit en mars, à 5,4 milliards d'euros, ont annoncé, mercredi, les douanes. Et ce, grâce au repli des approvisionnements en énergie, qui ont bénéficié d'une « moindre tension sur les prix », et à un regain des exportations de produits industriels.

Cette éclaircie contraste avec la situation de 2012. A l'époque, « la croissance était proche de 0 % [+0,2 % sur l'ensemble de l'année] sans donner de signaux d'une reprise rapide. Les pays partenaires de l'économie française au sein de

la zone euro étaient dans une situation difficile : l'Italie et l'Espagne étaient en récession, et l'Allemagne avait une croissance réduite. Les marges de manœuvre pour François Hollande étaient réduites », rappelle dans une note Philippe Waechter, directeur de la recherche économique chez Natixis AM.

## Une année de reprise modeste

En cinq ans, la conjoncture extérieure favorable (pétrole et taux bas, euro faible) et les mesures de politique économique du gouvernement Hollande (crédit d'impôt compétitivité emploi, dispositif fiscal de suramortissement...) ont permis d'abaisser le coût du travail, de regonfler les marges des entreprises et de réenclencher la dynamique d'investissement, préalable à une reprise des embauches.

Mais les faiblesses de l'économie françaises demeurent. Le taux de chômage devrait encore atteindre 9,5 % en métropole à mi-2017, la réduction du déficit public reste hypothétique et les entreprises peinent à améliorer le solde commercial. Sur douze mois, le déficit commercial cumulé « atteint 55,6 milliards contre 48,4 milliards pour l'année 2016 et 45,2 milliards en 2015 », ont rappelé les douanes, mercredi.

Pas de quoi pavoiser, donc. Fidèle à elle-même, la France se prépare plutôt à une année de reprise modeste. La dynamique devrait légèrement accélérer par rapport à la performance décevante de 2016 (+1,1 %), mais la machine tricolore demeure vulnérable à tout choc ou à-coup conjoncturel. A fin mars, l'acquis de croissance – c'est-à-dire la progression annuelle du PIB si la croissance était nulle sur les neuf mois suivants – s'établissait à 0,7 %. Il faudrait donc 0,5 % de hausse sur chacun des trois derniers trimestres de l'année pour atteindre l'objectif de croissance sur laquelle le gouvernement sortant a basé son budget : +1,5 % en 2017. L'Insee ne donne pas encore de prévision sur l'ensemble de l'année. La Banque de France, elle, prévoit une croissance de 1,3 % en 2017, tandis que la Commission européenne table sur 1,4 %.

Dans ce contexte, Emmanuel Macron ne bénéficiera d'aucun état de grâce. L'attitude de Bruxelles face à la trajectoire du déficit public, les résistances sociales face aux réformes du marché du travail et les éventuels trous d'air conjoncturels que lui réservera l'année 2017 constituent autant de chausse-trapes pour le prochain locataire de l'Élysée. ■

AUDREY TONNELIER